

DECLARATION SOLENNELLE DU BUREAU CONFEDERAL

Salaires, emploi, service public, protection sociale collective, code du travail, conventions collectives nationales, contrat de travail : sur tous ces fronts les remises en cause et menaces sont importantes.

Sur la loi dite « Rebsamen » qui affaiblit les CHSCT, contourne les syndicats, remet en cause l'égalité hommes/femmes, sur la loi dite « Macron » sur le travail du dimanche ou la barémisation dans le cadre prud'homal, sur la mission décidée par le Premier Ministre sur les rapports loi/contrat, les accords d'entreprise, le contrat de travail, sur la volonté de remettre en cause les régimes paritaires ou sur la loi sur le renseignement, le gouvernement a enclenché une offensive sur les piliers sociaux de la république.

Plus largement ces attaques portent atteinte de manière coordonnée à la république. Elles s'inscrivent dans un autoritarisme social complément de rigidités économiques considérées comme incontournables et relevant pleinement du libéralisme économique. In fine c'est l'ADN républicain, conventionnel et social qui est percuté.

Pour le bureau confédéral de FORCE OUVRIERE cela conduit le syndicalisme authentique, marqué par la liberté, l'indépendance et l'attachement aux valeurs républicaines à s'inscrire dans une résistance sociale, économique et démocratique.

Dans ce cadre le bureau confédéral de FORCE OUVRIERE soutient pleinement les structures FO engagées dans l'action. Cela vaut notamment pour la réforme du collège décidée autoritairement, au mépris du dialogue social et au profit de la politique politicienne. Cela vaut aussi pour le mouvement en cours aux hôpitaux de Paris, pour les mouvements visant ici ou là à préserver l'emploi et les conditions de travail et de rémunération ou pour les actions des syndicats FO de la fonction publique contre la réforme territoriale.

Le bureau confédéral de FORCE OUVRIERE marque sa détermination en tous lieux, tous temps et par tous les moyens à défendre les droits sociaux, démocratiques et républicains. Il appelle les salariés conscients des risques sociaux, économiques et démocratiques à rejoindre les syndicats FORCE OUVRIERE pour renforcer le rempart contre la soumission des conditions et droits sociaux et républicains au diktat libéral d'austérité et d'inégalité.

Paris, le 21 mai 2015